

**À la Fête de l'Humanité
et le 18 septembre, initions
un grand mouvement
d'appropriation sociale !**

(p. 3)



Vidéo

Meeting de
Fabien Roussel -
Fête de
l'Humanité
2025

**Sécurité sociale :
une ambition
communiste**

(p. 8)

**Représentants du
personnel**

La DARES (ministère du Travail) vient de publier une intéressante étude sur le profil des représentants du personnel (RP). Ils sont 600 000 salariés, soit 6 % des effectifs des établissements privés de plus de 10 salariés, à exercer un mandat d'élu du personnel ou de délégué syndical. 42 % sont des femmes. Ils se distinguent fortement par leur engagement syndical : un RP sur deux est syndiqué (un sur 10 pour l'ensemble des salariés). Plus que les autres salariés, ils ont d'autres engagements extérieurs à l'entreprise, politiques ou associatifs. Un RP sur quatre est bénévole dans une association et 6 % adhérents à un parti politique. Mais, selon l'étude, ils bénéficient de moins de promotion que le reste des salariés et se sentent plus menacés pour leur emploi. ☺

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF
les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < lmons@pcf.fr >



11 septembre, à partir de 19h30 : Grand repas de la revue Progressistes sur la Fête de l'Humanité. Stand de la Haute-Garonne.

13 septembre, à partir de 13h : Banquet des vétérans à la Fête de l'Huma, en présence d'Igor Zamichiei : au menu, huîtres et charcuterie, confit de canard, fromage, dessert, tarif 25 €. Inscriptions en ligne : <https://questionnaires.pcf.fr/index.php/861185?lang=fr>. Stand Auberge du Périgord.

Du 26 septembre au 9 octobre : La section Hendaye/Saint Jean de Luz organise une expo sur les 80 ans de la sécurité sociale. Dans ce cadre, diffusion du film La Sociale le dimanche 5 octobre, au cinéma Les Variétés, 10 rue du Théâtre 64700 Hendaye. Halles de Gaztelu, Hendaye (64)

27 septembre, à partir de 9h30 : séminaire sur la sécurité sociale, avec un repas sur place le midi. Ce séminaire s'adresse aux

adhérent-es et sympathisant-es qui se seront inscrites par mail à pcf.26@orange.fr ou ngmerico@orange.fr. Date limite d'inscription 23 septembre. Le débat sera animé par la fédération avec la présence d'E. Van der Heim (commission nationale santé) et de F. Boccara (commission économique). Salle saint Martin, Montélimar (26)

La Fête de l'Humanité
12 - 13 - 14 SEPTEMBRE (LA BASTILLE 2019)

VENDREDI 12 SEPTEMBRE

Débat autour du livre
#TousCheminots avec les auteurs : témoignages sur les transformations de la SNCF et sur la mise en place de la concurrence sur le rail.

Stand du Conseil National du PCF de 15h à 19h30 - Place du Colonel Fabien

PCF

La Fête de l'Humanité
12 - 13 - 14 SEPTEMBRE (LA BASTILLE 2019)

VENDREDI 12 SEPTEMBRE

Signature d'un accord de coopération entre les partis communistes cubain et français

avec Vincent Boulet, André Chassaing, Juan Miguel García Díaz et en présence de l'Ambassadeur de Cuba.

Stand du Conseil National du PCF de 11h30 - Place du Colonel Fabien

PCF

La Fête de l'Humanité
12 - 13 - 14 SEPTEMBRE (LA BASTILLE 2019)

SAMEDI 13 SEPTEMBRE

« Ensemble pour la Palestine, deux peuples, deux États »

Avec Ahmad Abu Holi (Membre du Comité exécutif de l'OLP et Président du Département des droits de l'homme et de la société civile des représentants de l'OLP)

Stand du Conseil National du PCF de 14h45 - Place du Colonel Fabien

PCF

La Fête de l'Humanité
12 - 13 - 14 SEPTEMBRE (LA BASTILLE 2019)

DIMANCHE 14 SEPTEMBRE

Échange avec Ines Schwerdtner (co-présidente de Die Linke et députée) : « L'expérience Die Linke : quelles réflexions pour d'autres pays ? »

Stand du Conseil National du PCF de 13h15 - Place du Colonel Fabien

PCF

La Fête de l'Humanité
12 - 13 - 14 SEPTEMBRE (LA BASTILLE 2019)

DIMANCHE 14 SEPTEMBRE

Débat « 80^{ème} anniversaire de la sécurité sociale et alternative à l'austérité »

Avec Yannick Monnet (député PCF, groupe GDR), Laurent Brun (CGT) et Caroline Chevé (FSU)

Stand du Conseil National du PCF de 11h - Place du Colonel Fabien

PCF

La Fête de l'Humanité
12 - 13 - 14 SEPTEMBRE (LA BASTILLE 2019)

VENDREDI 12 SEPTEMBRE

Débat « Le féminisme comme moteur du mouvement social »

Avec Laure Daussey, journaliste d'investigation, Violaine de Filippis Abate, avocate, militante féministe et chroniqueuse à l'Humanité et Osez le Féminisme. Animé par Shirley Widen

Stand du Conseil National du PCF de 17h à 19h30 - Place du Colonel Fabien

PCF

À la Fête de l'Humanité et le 18 septembre, initiations un grand mouvement d'appropriation sociale !

Notre pays a désormais un nouveau Premier Ministre, Sébastien Lecornu, fidèle parmi les fidèles du Président de la République, qui prend ses fonctions ce 10 septembre alors que des mobilisations se déroulent partout dans le pays. Cette nomination sans surprise est néanmoins une nouvelle provocation lancée au monde du travail qu'Emmanuel Macron voudrait décourager en affirmant ainsi qu'il n'y a pas d'alternative, que rien ne changera.

Cette obstination du Président de la République va pourtant, à nouveau, se heurter à la réalité d'un pays qui dans son immense majorité ne veut plus de cette politique et d'une représentation nationale qui ne peut plus l'assumer.

Mais dire non ne suffit plus !

C'est pourquoi notre parti a décidé d'élaborer un pacte d'avenir pour la France pour répondre aux difficultés quotidiennes de nos concitoyens et relever les défis du siècle. Organisons partout dans le pays des rencontres publiques pour le mettre largement en débat avec nos concitoyens, les forces associatives, syndicales et les forces politiques de gauche et écologistes.

Nous commencerons à le faire dès la Fête de l'Humanité ce week-end qui s'annonce d'ores et déjà

comme une grande édition avec une participation plus forte encore que l'année dernière. Investissons-la pleinement en allant à la rencontre des

centaines de milliers de personnes qui participeront aux débats et aux concerts ; proposons-leur de signer notre pétition nationale sur les 211 milliards d'euros d'aides publiques aux grandes entreprises sans critère et de s'engager en rejoignant notre parti pour résister et construire l'alternative.

Pour nous, les communistes, la solution aux problèmes du pays n'est ni une dissolution ou une démission du Président, ni une tentative de compromis avec le socle commun. Elle est dans la prise en main par les travailleurs et travailleuses des grands choix qui engagent l'avenir du pays.

Seule une intervention massive du monde du travail peut ouvrir un chemin d'espoir pour la France.

C'est pourquoi les communistes appellent les travailleurs et travailleuses à investir massivement la journée de grève et de manifestation du 18 septembre à l'appel de l'intersyndicale.

Ensemble, attaquons-nous au coût du capital, aux pouvoirs exorbitants des grands actionnaires, du Président de la République et du gouvernement, initiations un grand mouvement d'appropriation pour prendre nous-mêmes les affaires du pays en main ! ✊

Igor Zamichiei



RÉSOLUTION DU PCF

Face à l'offensive du capital, luttons et rassemblons autour d'un pacte d'avenir pour la France

Une vie toujours plus chère, des plans de licenciements en cascade, des services publics affaiblis, une hausse de la pauvreté mais aussi des émissions de gaz à effet de serre et une perte de la biodiversité, une guerre sans fin en Ukraine avec une économie de guerre mortifère et un génocide qui se poursuit à Gaza... oui, les urgences de paix, sociales, écologiques, démocratiques sont là. Et il faut y répondre !

Or, la politique capitaliste du pouvoir et de la Commission européenne refuse d'affronter l'impérialisme états-unien qui veut accroître les profits à son service. À l'opposé, le PCF appelle à prendre le parti du travail, du renouveau industriel et agricole, du développement des services publics, de la transition écologique et de la paix.

En cette rentrée, la France compte 12 millions de pauvres et la précarité ne cesse de progresser. Pourtant, en 2024, les grandes entreprises ont perçu 211 milliards d'euros d'aides publiques sans critère ! Et le capital se porte au plus haut avec près de 100 milliards d'euros de dividendes versés aux actionnaires et la ponction de 66 milliards d'euros d'intérêts de la dette par les marchés financiers.

Le problème du pays n'est ni la dette en elle-même, ni le prétendu « coût du travail ». Il est là, dans le coût exorbitant du capital.

L'annonce par le Premier Ministre d'un vote de confiance révèle la profondeur de la crise de régime : les forces au pouvoir sont dans l'incapacité de faire accepter des choix préservant la domination et les privilèges du capital. Emmanuel Macron et la droite n'ont pas la base sociale qui permette de mettre en œuvre leur politique. Ils jouent la carte de la coercition par la répression syndicale et le chantage politique. Quant à l'extrême droite, elle masque les causes réelles, économiques, et détourne la colère vers une haine identitaire déguisée en priorité nationale car elle ne veut pas s'attaquer aux profits. Le 8 septembre, le Premier Ministre François Bayrou et son gouvernement seront tombés mais leur politique au service du capital ne sera pas encore battue.

L'heure est à changer de gouvernement mais aussi et surtout de politique !

C'est pourquoi le PCF agit pour amplifier la bataille politique et sociale sur le contenu d'une alternative à la hauteur de la crise du système capitaliste et des attentes populaires. Il appelle toutes les forces de gauche et écologistes à travailler avec nous à l'alternative politique.

Le projet de budget, qui porte un plan d'austérité inédit de 44 milliards d'euros, doit être mis en échec : non au renchérissement du coût de la vie

de plusieurs centaines d'euros par an pour les familles ! Non au recul des droits des salariés du public et du privé ! Non à l'accompagnement des gestions d'entreprises qui cassent l'industrie, l'emploi et les salaires par des aides publiques qui n'ont comme seul critère que de gonfler les profits. Non à la poursuite de la casse des services publics de l'État et de nos collectivités locales ! Non à de nouvelles attaques contre la Sécurité sociale, pilier du modèle social français, dont nous fêtons cette année le 80e anniversaire !

En cette rentrée, le PCF met en débat un pacte d'avenir pour la France avec un plan de dépenses publiques, de formation, d'embauches et d'investissements à 500 milliards d'euros pour les cinq prochaines années grâce à un fonds d'avances alimenté par le pôle public bancaire existant et appelle à renforcer la démocratie parlementaire et la démocratie sociale.

Notre pacte comporte dix grands objectifs de changement : 1. Pour l'emploi, une retraite digne et une vraie Sécurité sociale du XXIe siècle ; 2. Pour une France de bâtisseurs et de bâtisseuses qui développe l'industrie et les services publics ; 3. Pour relever le défi énergétique, climatique et alimentaire ; 4. Pour l'avenir de la jeunesse ; 5. Pour la réappropriation publique et sociale de la produc-

tion ; 6. Pour prendre le pouvoir sur l'argent ; 7. Pour les droits des femmes et l'émancipation de chacune et chacun ; pour un nouvel âge de la démocratie ; 9. Pour gagner la paix et garantir les droits des peuples ; 10. Pour une autre Europe, de nations et de peuples libres, souverains et associés.

Au cœur de ce pacte, des mesures d'urgences sont indispensables :

- L'augmentation du smic à 2 000 € brut et la convocation d'une conférence sur les salaires ;
- L'abrogation de la réforme des retraites ;
- Un moratoire sur les licenciements ;
- La remise à plat des 211 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises avec des critères sociaux et environnementaux et de nouveaux pouvoirs des salariés et de leurs représentants pour décider et exercer un contrôle sur leur utilisation ;
- Une action résolue en faveur de la paix par l'organisation d'une conférence paneuropéenne de sécurité collective et la reconnaissance de l'État de Palestine, un embargo sur les armes et la suspension de l'accord d'association UE-Israël.

Oui, nous l'affirmons avec ce pacte, d'autres choix sont possibles.

Quel que soit le choix du Président de la République, nomination d'un nouveau Premier Ministre ou dissolution, nous sommes prêts à faire entendre les exigences sociales, écologiques et démocratiques. Le changement de politique au profit des travailleurs et travailleuses se gagnera par la mobilisation. C'est au monde du travail, à toute la société française de porter ses exigences pour les imposer par sa mobilisation et gagner de nouvelles avancées. Le PCF est aux côtés des salariés de la santé, de l'énergie, de tous les secteurs en lutte en ce début

septembre.

Nous serons également présents aux côtés des citoyens mobilisés le 10 septembre dans toutes les actions portant le rejet de l'austérité et dont nous partageons les modalités.

Nous saluons l'appel de l'intersyndicale et appelons les travailleuses et les travailleurs à participer massivement à la journée de grève et de manifestations du 18 septembre.

Nous appelons également à la mobilisation dans les actions pour la paix du 20 septembre et la réussite d'une grande marche à Paris le 21 septembre pour la reconnaissance d'un État palestinien aux côtés de l'État d'Israël et l'arrêt immédiat du génocide en cours.

Nous appelons toutes les organisations de notre parti à organiser partout, avec nos concitoyens et concitoyennes, les forces syndicales et associatives et les forces politiques de gauche, le débat sur la politique du pouvoir, l'alternative à y opposer et la nécessité de s'organiser dans les associations, syndicats et les partis pour amplifier et construire par la grève un grand mouvement d'appropriation sociale afin de construire avec tous et toutes un socle de propositions partagées.

Débattons, à l'échelle locale et nationale, des objectifs sociaux et écologiques pour la France, des moyens pour les financer, des pouvoirs d'intervention des citoyens et des salariés, de la préservation et du développement des libertés publiques et des droits humains, d'une politique de paix, menée en toute indépendance de l'OTAN et des États-Unis, contribuant à la construction d'un nouvel ordre du monde fondé sur la coopération internationale.

Nous invitons également toutes les organisations



de notre parti à développer la campagne d'adhésion au PCF et à faire part à la direction nationale des enjeux qu'elles estiment prioritaires pour le 40e Congrès du PCF que nous fixons aux 3, 4, 5 juillet 2026.

Nous donnons rendez-vous aux salariés, à tous nos concitoyennes et concitoyens, à la Fête de l'Humanité du 12 au 14 septembre pour faire ensemble de cette édition 2025 un grand événement populaire, festif et politique, qui contribue au succès des mobilisations en cours et à l'alternative politique. ✪

Paris, le 6 septembre 2025
Parti communiste français



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichiei
(directeur), Amado Lebaube,
Léna Mons, Kristina Nikolaishvili,
Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: communistes@pcf.fr
RELECTURE: Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info
(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

Rejet de la confiance à François Bayrou : Après cette première victoire, gagnons un changement de politique !

Le rejet de la confiance au Premier Ministre et à son gouvernement est une première victoire contre un projet de budget visant à faire payer encore et toujours le monde du travail pour financer les profits aux actionnaires et nourrir une politique belliciste.

Au-delà de l'échec du gouvernement Bayrou, c'est un nouvel échec de la coalition présidentielle formée par Renaissance, ses alliés et par Les Républicains. Le Président de la République doit en tirer les conséquences et nommer un Premier Ministre de gauche qui remette en cause la politique d'austérité et travaille à dégager à l'Assemblée nationale les majorités nécessaires à l'adoption d'un budget répondant aux attentes populaires.

L'heure est à un changement immédiat de politique, à l'augmentation des salaires, à l'abrogation de la réforme des retraites, à un moratoire sur les licenciements, à la justice fiscale, à la mise en place de critères sociaux et environnementaux pour l'utilisation des 211 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises et à une action résolue en faveur de la paix !

Seule une politique nouvelle de justice sociale et de relance économique créera les richesses nécessaires à la satisfaction des besoins les plus urgents de notre pays.

Dans ce contexte de crise, les Français-es doivent faire entendre leur exigences ! C'est pourquoi les

communistes appellent à la mobilisation la plus large des travailleurs et des travailleuses le 18 septembre prochain à l'occasion de la journée de grève et de manifestations décidée par l'intersyndicale. D'ici là, nous serons présents le 10 septembre dans toutes les actions qui porteront la justice sociale et dont nous partagerons les modalités.

Pour ouvrir un avenir de paix et de progrès au pays en donnant la parole au peuple, le PCF met en débat avec nos concitoyen-nes et les forces associatives, syndicales et politiques de gauche un pacte d'avenir pour la France avec un plan de dépenses publiques, de formation, d'embauches et d'investissement à 500 milliards d'euros sur les cinq prochaines années. C'est aujourd'hui que cette ambition doit commencer à se déployer.

Nous donnons rendez-vous aux salarié-es, à tous nos concitoyennes et concitoyens, à la Fête de l'Humanité du 12 au 14 septembre pour en débattre ensemble et faire de cette édition 2025 un grand événement populaire, festif et politique, qui contribue au succès des mobilisations en cours et à l'alternative politique. ✪

Fabien Roussel,

secrétaire national du PCF

Le 8 septembre 2025

« J'appelle les salariés à se mobiliser, à se faire entendre, à participer aux mouvements sociaux, le 10 septembre et surtout le 18 septembre à l'appel de l'intersyndicale.

L'intervention de nos concitoyens dans les jours qui viennent sera déterminante. »

Fabien Roussel
dans **l'Humanité**
08/09/2025

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF :

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Programme du stand national du PCF

JEUDI

19h30 : Inauguration du stand ; **20 h** : Animation musicale avec DJ set

VENREDI

11h30 : Signature de l'accord entre les Partis communistes cubain et français. Avec **Vincent Boulet**, **André Chassaigne** (PCF) et **Juan Miguel Garcia Diaz** (PCC), en présence de l'Ambassadeur de Cuba. Suivi de la dédicace du livre d'André Chassaigne.

12h30 : Apéritif ambiance cubaine.

15 h - 16h30 : Débat autour du livre *Tous Cheminots*, avec les auteurs : témoignages sur les transformations de la SNCF et sur la mise en place de la concurrence sur le rail. Animé par **Natacha Malet**.

17 h - 18h30 : Débat « Le féminisme comme moteur du mouvement social ». Avec **Laure Daussy** et la **Coordination française pour le lobby européen des femmes**.

19h30 - 21 h : Duel « Vie chère, alimentation, produits d'hygiène et de soins : où sont les marges, où vont les profits, quelles solutions ? » **Diffusion en direct sur nos réseaux sociaux.**

Avec **Fabien Roussel** (secrétaire national du PCF) et **Michel-Édouard Leclerc** (PDG).

Animé par **Cathy Dos Santos**.

21h30 : Karaoké géant suivi d'une soirée Mix party



SAMEDI

11h30 : Meeting de Fabien Roussel.

Diffusion en direct sur nos réseaux sociaux.

14 h - 15h30 : Débat « Face à l'austérité, quel projet alternatif pour la France ? » Avec **Igor Zamichiei** (PCF) ; **Cyrielle Châtelain** (Les Écologistes) ; **Hadrien Clouet** (LFI) et **Boris Vallaud** (PS).

Animé par **Gaël de Santis**. **Diffusion en direct sur nos**

réseaux sociaux.

15h45 - 16h45 : « Ensemble pour la Palestine, deux peuples, deux États ». Avec **Ahmad Abu Holi** (membre du Comité exécutif de l'OLP et Président du département des droits de l'homme et de la société civile des représentants de l'OLP).

17h30 - 19 h : Débat « La gauche et la lutte contre l'antisémitisme, regards croisés ». Avec **Zoé Grumberg** (historienne) ; **Stéphane Habib** (psychanalyste) ; **Jonas Pardo** (militant antiraciste et co-auteur du Petit manuel de lutte contre l'antisémitisme) ; **Claude Sarcey** (co-président de l'Union des Juifs pour la résistance et l'entraide, UJRE) et **Bora Yilmaz** (Parti communiste français).

Animé par **Catherine L'Helgoualch** (Commission Lutte contre le racisme et l'antisémitisme du PCF).

19h30 : Soirée Mix party

DIMANCHE

11h - 12h15 : Débat « 80e anniversaire de la Sécurité sociale et alternative à l'austérité ». Avec **Yannick Monnet** (député PCF, groupe GDR) ; **Laurent Brun** (CGT) et **Caroline Chevé** (FSU).

13h15 : Échange avec **Ines Schwerdtner** (co-présidente de Die Linke et députée) : « L'expérience Die Linke : quelles réflexions pour d'autres pays ? »

14 h : Débat « Quelle sécurité alimentaire dans les territoires dits d'Outre-mer ». Avec **André Chassaigne** (PCF, chargé de mission interministérielle) ; **Marcellin Nadeau** (député, La Martinique) et **Karine Lebon** (députée, La Réunion).

La Sécurité Sociale, une ambition communiste

Lors du CN du 6 septembre 2025, la commission Santé et Protection sociale du PCF a présenté son livret thématique sur la Sécurité sociale : « *la Sécurité sociale, une ambition communiste.* » Ce document, fruit d'un travail collectif, a été discuté et amendé par le Conseil national qui l'a ensuite adopté à l'unanimité. Il a été précisé que les questions générales concernant la santé et l'autonomie feront l'objet d'un second livret thématique. Alors pourquoi un livret sur la Sécurité sociale ? Au-delà de la commémoration du 80e anniversaire de la création de la Sécurité sociale (ordonnance du 4 octobre 1945), ce document a l'ambition d'apporter à toutes et tous les adhérent·es du PCF les outils nécessaires à la compréhension de notre système de protection sociale et plus singulièrement à ce formidable conquies pour le peuple de France : la Sécurité sociale.

Rappel historique et principes essentiels de la Sécurité sociale, stratégie du capital pour sa remise en cause, déclinaison des 5 branches de la Sécurité sociale, propositions de financement et perspectives de notre travail politique constituent le contenu de ce document. La branche maladie, la branche AT/MP (accidents du travail/maladies professionnelles), la branche famille, la branche retraite et celle de l'autonomie (à laquelle nous sommes opposés) font chacune l'objet d'un état



des lieux et de propositions de réformes alternatives de progrès et de financements. La question du financement est au cœur du projet communiste de protection sociale du 21e siècle. L'enjeu de la situation politique est clair : maîtrise par les travailleuses et travailleurs des modalités de la réponse aux besoins sociaux et les conditions de l'appropriation de la richesse produite. La nature du financement de la Sécurité sociale est donc essentielle. Reconnaître le travail comme la seule source de la valeur produite, construire une solidarité de classes, c'est s'assurer que les richesses produites contribuent directement au financement de la Sécurité sociale et que ce financement soit une prise directe sur les profits. C'est le

rôle de la cotisation sociale que nous réaffirmons comme étant au cœur du financement de la Sécurité sociale.

La financiarisation des économies, la crise systémique, la mondialisation libérale ont fait exploser les cadres sociaux sur lesquels reposait la Sécurité sociale créée en 1945-1946. La bataille du financement doit, aujourd'hui, tracer des pistes institutionnelles nouvelles qui prolongent et dépassent les objectifs posés en 1945-1946 : besoins sociaux, efficacité sociale, renforcement du pouvoir des travailleurs. Ces pistes sont identifiées et chiffrées dans notre livret sur la Sécurité sociale.

La bataille pour la protection sociale et son financement doit être liée à celle de la démocratie dans l'entreprise et de nouveaux pouvoirs des salarié·es dans leur gestion.

Ce projet alternatif pour une protection sociale du 21e siècle est une dynamique essentielle de la transformation sociale, une réponse aux besoins sociaux des populations.

Notre souhait, avec ce livret thématique sur la Sécurité sociale, est bien de partager et d'ouvrir la réflexion avec les adhérent·es du PCF mais aussi au-delà sur notre ambition communiste d'une protection sociale du 21e siècle.✱

Maryse Montangon
membre du CEN

Hagondange : une mobilisation massive pour défendre Novasco et la sidérurgie locale

Ce jeudi, entre 700 et 800 manifestants se sont rassemblés entre le site de Novasco et la mairie d'Hagondange pour défendre l'avenir de la sidérurgie et soutenir les salariés. Dans une ambiance combative et fraternelle, la marche a rappelé l'importance vitale de l'acier pour notre territoire et ses habitants.

Au cœur des slogans et des prises de parole, un constat : dans un rayon de 10 km autour du site, c'est beaucoup trop d'emplois qui sont directement ou indirectement menacés par le démantèlement de l'industrie sidérurgique. Ce serait un coup terrible porté à l'économie locale, mais aussi à tout le tissu social, associatif et culturel de la vallée de l'Orne.

La section Orne-Basse du Parti communiste français était fortement représentée, avec une cinquantaine de camarades présents venus de tout le département également, visibles et engagés aux côtés des travailleurs. Leur présence a rappelé que le combat pour l'industrie, pour l'acier et pour l'emploi est au cœur du projet communiste : produire ici, pour répondre aux besoins du pays, en respectant les travailleurs et en préparant l'avenir.

Au-delà du soutien à Novasco, cette mobilisation a réaffirmé l'exigence d'une véritable politique industrielle nationale, capable de garantir l'indépendance du pays et la souveraineté économique. Les manifestants ont rappelé que l'acier est stratégique et qu'il serait suicidaire de laisser les logiques finan-



cières l'emporter sur l'intérêt général.

La nationalisation c'est la plus belle alternative à la fermeture.

Le message est clair : il faut sauver Novasco, il faut sauver la sidérurgie, il faut sauver l'emploi ! ✪

Mama Sajid



SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF :

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Le 10 septembre est une étape

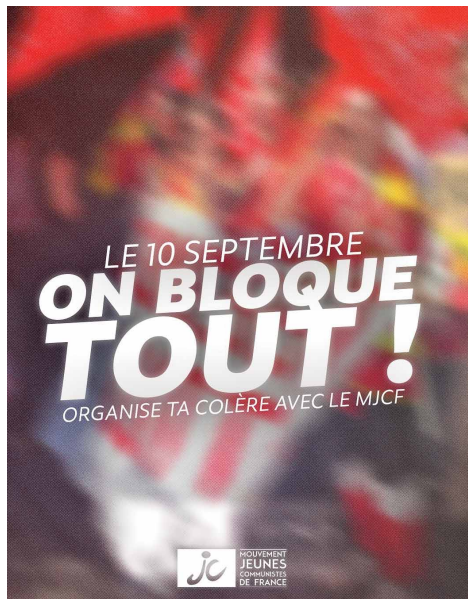
En ce 10 septembre, on ne se mobilise pas par réflexe. Ce jour-là, comme tant d'autres, on est dans la rue parce que nous n'en pouvons plus. Parce que nous savons que demain risque d'être pire qu'hier. Parce que, pour des millions de jeunes, de travailleurs, de lycéens, d'étudiants, de précaires, il n'y a plus de promesse de progrès. Ce déclassement n'est pas une fatalité. Il est le fruit d'un système : le capitalisme, et de ses deux bras : Le bras droit, qui change de visage mais pas de politique - Sarkozy, Bayrou, Macron - et qui assume ne pas vouloir augmenter les salaires pour ne pas menacer les profits, au nom d'une compétitivité chimérique.

Le bras gauche - Valls, Hollande, Ayrault - qui prétend parler au nom du peuple mais applique les mêmes recettes, en changeant juste l'emballage.

À cela s'ajoute l'affaiblissement des deux grandes forces révolutionnaires que sont la CGT et le PCF. Résultat : une immense majorité de gens ne croient plus que la politique ou les syndicats peuvent changer leur vie. Ils ne pensent plus qu'une alternative est possible, quand ils ne fondent pas leur dernier espoir dans le RN.

Notre tâche est immense, mais elle est claire : réparer ce qui est cassé. Recréer le lien entre les communistes et la classe travailleuse. Reconstruire une conscience de classe, pour que chacun se rappelle qu'ensemble nous sommes plus forts que le patron.

Cela commence dans les luttes, dans la rue, mais surtout dans les entreprises. Certains, à gauche, nous expliquent



qu'il faudrait attendre la chute de Macron, élire Jean-Luc Mélenchon président de la République, et qu'ensuite tout ira mieux. C'est faux.

Il n'existe aucun exemple dans l'histoire où de grandes conquêtes sociales ont été obtenues sans mobilisation dans les boîtes. Alors pourquoi fonder tous nos espoirs sur une élection ? Dès maintenant, allons dire à nos collègues qu'ensemble on peut arracher des choses au patron. Il suffit d'être majoritaires. Évidemment, ça demande énormément de travail. C'est sûrement plus compliqué que de crier à la grève générale comme un perroquet fatigué.

Le 10 septembre est une étape. Une occasion d'être présents, visibles, actifs. Mais surtout, cela continue tous les jours. En convainquant. En portant nos propositions. Et en lançant notre campagne pour la création d'un million d'emplois pour la jeunesse.

Car un million d'emplois, c'est un million de raisons de dire que ce n'est pas aux capitalistes de décider quels emplois existent, à quoi ils servent, ni où va la richesse produite. C'est à nous d'en décider, collectivement, démocratiquement.

Mobilisons-nous. Pour l'emploi, pour notre avenir, pour une société débarrassée du capitalisme, pour construire une voie vers le socialisme à la française. Ça commence le 10 septembre. ✪

Assan Lakehouli

Secrétaire général du MJCF



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Sommet de l'OCS à Tianjin L'émergence de l'Eurasie

Le 25^e sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) s'est tenu les 31 août et 1^{er} septembre en Chine, à Tianjin. Cet événement, défini comme le plus grand sommet de l'OCS depuis sa création en 2001, s'est voulu une démonstration spectaculaire et historique à la hauteur des revendications exprimées par les participants à un nouvel ordre mondial affranchi de la domination occidentale et de l'hégémonisme états-unien.

Une vingtaine de chefs d'État et de gouvernement eurasiatiques étaient présents : outre les chefs d'État et de gouvernement des dix pays membres permanents de l'OCS - Bélarus, Chine, Inde, Iran, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Pakistan, Russie et Tadjikistan - une quinzaine de dirigeants de pays partenaires - parmi lesquels l'Égypte, la Malaisie, la Turquie, le Vietnam - ont participé à la rencontre, ainsi que le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, toujours persona non grata à la Maison-Blanche, et le Secrétaire général de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Pour mieux comprendre la portée de ce sommet, rappelons que les dix États membres représentent ensemble 80 pour cent des territoires du globe, 40 pour cent de sa population et 22,5 pour cent de son PIB, cinq fois plus qu'à sa création en 2001, lequel, ajouté à celui des autres États des BRICS, dépasse



la moitié de la richesse mondiale. De quoi apprécier le poids incontournable de cette région émergente sur l'échiquier mondial et longtemps ignorée des chancelleries occidentales.

Tianjin a donc consacré la « métamorphose » de l'OCS qui, d'un cadre de « coopération régionale » centrée sur des enjeux de sécurité, (terrorisme, séparatisme et extrémisme religieux), a fait évoluer ses priorités vers le développement économique. Une orientation ouvrant la voie à une nouvelle configuration de l'Eurasie confirmant son basculement vers l'Extrême-Orient. Le sommet a été l'occasion de mettre en avant une volonté commune de renforcer la coopération économique, politique et culturelle entre États membres et plusieurs initiatives ont été proposées pour consolider la structure



de l'organisation, telles que la création d'une banque de développement destinée à financer des projets d'infrastructure et d'investissement dans les États membres. Cette banque, comparable à celle des BRICS, visant à réduire la dépendance des pays membres à l'égard des financements occidentaux et à promouvoir des projets locaux adaptés aux besoins régionaux.

C'est une nouvelle affirmation qu'un monde non-occidental est capable de coopérer de plus en plus hors champ des puissances occidentales traditionnelles, à l'heure des tensions géostratégiques, et qu'un autre modèle de relations internationales est possible. C'est tout le sens de la « *Déclaration de Tianjin* », co-signée par les chefs d'État et de gouvernement des membres, qui fera date dans l'his-

toire de la recomposition du monde et qui marque le rôle grandissant du « Sud Global ».

« La volonté de créer un ordre mondial multipolaire plus juste, plus équitable et plus représentatif, ouvrant de nouvelles perspectives pour le développement des États et une coopération internationale mutuellement avantageuse, se renforce », assure le long communiqué final où les signataires « réaffirment leur attachement à la mise en place d'un ordre mondial plus représentatif, démocratique, équitable et multipolaire. »

Deux principales revendications sont à relever :

- La condamnation des sanctions, y compris celles de nature économique, armes par excellence, avec le dollar, de la domination occidentale qui impose au monde un double standard inacceptable.

- L'opposition à la logique des « blocs » et de la « confrontation » et le rejet de tout retour à une fragmentation du monde en alliances antagoniques, du type de celle en vigueur durant la guerre froide. Chaque État aspire à garder sa marge de manœuvre en privilégiant ses intérêts propres en écartant des alliances politiques et militaires.

Ces deux points soulignent que le Sud global où s'inscrit l'OCS est un espace en construction à la recherche de nouvelles voies pour s'opposer aux décisions unilatérales des puissances impérialistes. Cet ensemble de pays hétérogènes entend pratiquer un « non-alignement actif » à l'égard de l'Occident comme de toutes autres puissances émergentes. Ces positionnements porteurs d'ambiguïtés sont-ils de nature à porter atteinte à la cohérence du mouvement et à freiner ses ambitions ? Est-ce cependant une force ou une fragilité pour l'avenir ?

Dans ce groupe peu homogène, la participation de la Turquie, membre de l'OTAN, et l'Inde, signataire du Dialogue quadrilatéral pour la sécurité (Quad),

alliance mise en place par les États-Unis ciblant la Chine, interpellent bien évidemment, tout en étant le signe d'une évolution notable des rapports internationaux et sans doute des poussées nationales politiques, économiques et sociales des peuples concernés.

La présence de Narendra Modi a constitué en ce sens un moment significatif. Frappée de plein fouet par les 50 % de droits de douane infligés à ses exportations par Trump en réaction à ses acquisitions de pétrole et d'équipements militaires russes, l'Inde a mis en œuvre sa stratégie du « multi-alignement ». En effectuant un rapprochement avec Pékin où il ne s'était pas rendu depuis 2018, Modi s'est inscrit dans une démarche de normalisation des relations avec son grand rival asiatique et s'est illustré dans une proximité nouvelle avec Vladimir Poutine, lequel venait de rencontrer Trump, et Xi Jinping, lui-même grand partisan d'un dialogue multilatéral qui reste à construire sur de nouvelles bases pour changer les règles obsolètes du jeu international.

D'où la date et le lieu de cette rencontre choisie par la Chine qui sont loin d'être anodines. Le Sommet a été organisé 80 ans jour pour jour après la capitulation du Japon, et dans la ville où les traités inégaux ont été imposés à Pékin par les puissances impérialistes au 19^e siècle. Entraînant la perte de souveraineté du pays et le démembrement des grandes villes du pays en concessions étrangères. Par ce choix symbolique, la Chine a rappelé, avec à l'appui un impressionnant défilé militaire, que la victoire sur le nazisme et le fascisme japonais n'est pas le seul fait d'une histoire occidentale, et que les peuples asiatiques agressés y ont largement participé. Un rappel largement partagé et soutenu dans cette partie du monde.✪

Dominique Bari

« Nous voulons faire le choix du salaire plutôt que du RSA, des cotisations plutôt que des exonérations, des impôts plutôt que de la TVA, de la justice fiscale plutôt que de la fraude fiscale »



Fabien Roussel
Secrétaire national du PCF

FABIEN ROUSSEL
LE PARTI PRIS
DU TRAVAIL



**À retrouver dès maintenant
en librairie ou sur boutique.pcf.fr**